

*Le budget—Mme Maheu*

terre. Nous avons acquis cette réputation grâce à un généreux programme d'aide au développement dans les pays du tiers monde. En 1969, le premier ministre Lester Pearson recommandait que l'aide au développement atteigne 0,7 p. 100 du PIB des pays industrialisés. La plupart des pays reconnaissent que c'est un objectif à atteindre. En 1984, le président du Conseil du Trésor annonçait qu'au Canada, l'objectif serait atteint en 1995.

Mais nous voyons maintenant le gouvernement renier complètement son engagement sur le chapitre de l'aide au développement. Selon les chiffres du budget du ministre des Finances, le Canada n'atteindra pas les 0,7 p. 100 de son PIB avant 2040, soit 45 ans après la date fixée par les conservateurs. Le gouvernement réduira de 1,8 milliard de dollars l'aide officielle au développement au cours des cinq prochaines années, notamment par une réduction de 400 millions de dollars du budget du développement en 1989-1990, ce qui représente une diminution de l'aide canadienne au développement international de 12,2 p. 100. Cela signifie que les conservateurs renoncent à l'engagement qu'ils avaient eux-mêmes pris lorsqu'en 1988, le premier ministre paraphait la Charte du développement international qui faisait de la lutte contre la pauvreté la première priorité. Le gouvernement se rend certainement compte des répercussions que cette réduction radicale des fonds aura sur les plus pauvres du monde. Le Canada ne contribuera pas à briser le cycle de la pauvreté dans les pays en développement, car le gouvernement a rompu les promesses qu'il avait faites aux Canadiens et à la communauté internationale.

La communauté internationale tirera, semble-t-il, les mêmes leçons que les Canadiens au sujet du gouvernement. Elle apprendra à ne pas juger les conservateurs par leurs paroles, mais plutôt par leurs actes. Il semble effectivement très étrange que le premier ministre (M. Mulroney) soit parvenu à trouver les fonds nécessaires pour payer la note de 90 millions de dollars pour la construction de notre nouvelle ambassade à Washington, alors qu'il a demandé aux Canadiens et aux pays endettés du reste du monde de se serrer la ceinture. Avec ce gouvernement-ci, les Canadiens et le tiers monde entonnent un requiem, tandis que le premier ministre et le président des États-Unis se chantent des sérénades sur l'air de la chanson populaire «Don't Worry, Be Happy».

Au moins 79 p. 100 des Canadiens estiment que nos programmes d'aide à l'étranger sont tout juste satisfaisants ou insuffisants. Cette attaque du budget contre nos programmes d'aide au développement est moralement condamnable. Même si le Canada éprouve certains problèmes de fiscalité, le gouvernement a tort de faire payer

de leur vie les plus nécessiteux de la terre pour corriger ces problèmes.

Un autre secteur important de responsabilité en matière de développement qui a été touché par le budget sont les services ferroviaires voyageurs au Canada. Selon Lawrence Hannigan, président du conseil d'administration de VIA Rail, 1988 a été la meilleure année dans l'histoire de la société. Après deux années consécutives de diminution de la clientèle et des recettes, VIA est parvenue à reprendre pied. Cette année, 500 000 personnes de plus ont utilisé VIA par rapport à l'année dernière. Cette hausse de 9,4 p. 100 de la clientèle, de même que l'augmentation de 12,9 p. 100 des recettes contredisent les allégations du premier ministre que les Canadiens n'utilisent pas les chemins de fer pour se déplacer. Il est évident que la réduction des subventions compromettra un service utilisé par 6,5 millions de Canadiens. Pourquoi le gouvernement coupe-t-il l'herbe sous le pied de VIA Rail, alors que le rapport annuel de la société indique que le niveau de financement des activités pour 1988 est en fait inférieur de 8 p. 100 à celui de 1982? Il semble qu'on sacrifie le catalyseur de la Confédération canadienne au nom de la réduction du déficit. En effet, les 100 millions de dollars qui seront retranchés des subventions au cours de la prochaine année représentent une diminution de 13 p. 100 dans les recettes totales de VIA.

Aucune société ne peut absorber une réduction aussi massive sans supprimer des dépenses qui, dans le cas de VIA Rail, sont essentielles à la poursuite de sa croissance. Au lieu de l'aider à marcher vers la prospérité et l'indépendance financière, le gouvernement actuel est en train de démolir notre service national de transport ferroviaire des voyageurs et de gaspiller la précieuse contribution fiscale du public, car il va finir par faire mourir la société ferroviaire en ne maintenant pas sa contribution à un niveau suffisant.

Des coupures de service sont imminentes. Elles auront un effet désastreux non seulement sur les localités rurales qui comptent sur ce service essentiel, mais également sur les centres urbains. Cette réduction du financement des services de VIA Rail entraînera une augmentation générale du trafic tant aérien que routier. Étant donné que les services de contrôle aérien et les réseaux routiers sont déjà surchargés, il nous faudra réexaminer la question de la sécurité des transports au Canada.

• (1210)

Comme le ministre des Finances (M. Wilson) l'a souligné dans son exposé budgétaire, les réductions de subventions à VIA Rail sont trop brutales et surviennent à un moment où la société était en train de remonter la pente. Le gouvernement aurait dû maintenir son engagement financier envers la société ferroviaire afin d'assurer